

# Activité partielle des navigants suite à l'épidémie de Covid-19

*Notice mise à jour suite à la publication postérieure de différents textes, notamment l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2021 (article 8 IV), le décret 2020-1491 du 1<sup>er</sup> décembre 2020 relatif à la prise en compte des périodes d'activité partielle pour les droits à retraite et le décret 2020-1786 du 30 décembre 2020 relatif à la détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle, et complétée d'exemples pour faciliter la compréhension des règles applicables au décompte des jours*

## ACTIVITE PARTIELLE APPLICABLE AU PERSONNEL NAVIGANT

Le **contexte exceptionnel de crise sanitaire** que nous connaissons a conduit les partenaires sociaux et la CRPN à soumettre à la Tutelle un texte permettant d'appliquer l'activité partielle (appelée plus couramment par son ancienne dénomination de chômage partiel) au personnel navigant.

En effet, le **Code de l'Aviation Civile** et le **Code des Transports** organisent la durée du travail du personnel navigant sous la forme d'alternance de jours d'activité (ON) et de jours d'inactivité (OFF), et aucun dispositif n'établit une équivalence de la durée de travail des navigants en nombre d'heures, préalable nécessaire à l'application du dispositif d'activité partielle aux navigants.

La **loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** a autorisé le Gouvernement à prendre des ordonnances pour faciliter et renforcer le recours à l'activité partielle.

Ainsi, l'**ordonnance n°2020-346 du 27 mars 2020**, le **décret n°2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle (complété par le décret n° 2020-522 du 5 mai 2020)** et le **décret 2020-1786 du 30 décembre 2020** ont été pris pour permettre l'application de l'activité partielle aux navigants et fixer les règles de **conversion des jours d'inactivité en heures**. Une fiche a également été mise en ligne par le **ministère du travail** concernant les modalités de prise en charge du personnel navigant employé dans le cadre d'un système d'alternance de jours d'activité et de jours d'inactivité dans le contexte du covid-19.

## NON ASSUJETISSEMENT DE L'INDEMNITE AUX COTISATIONS CRPN DANS CERTAINES LIMITES

L'indemnité d'activité partielle versée au personnel navigant par l'employeur ne constitue pas une rémunération et n'est donc pas de nature à entrer dans l'assiette des cotisations CRPN.

Il en découle que **l'indemnité d'activité partielle n'est pas soumise à cotisations CRPN**.

Toutefois, l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 a prévu une **dérogation** à ce principe, **dérogation prolongée par l'article 8 IV de la LFSS 2021 pour les périodes d'emploi de l'année 2021 : lorsque la somme de l'indemnité légale d'activité partielle et de l'indemnité complémentaire versée par l'employeur en application d'un accord collectif ou d'une décision unilatérale est supérieure à 3,15 fois la valeur horaire du salaire minimum de croissance, la part de l'indemnité complémentaire versée au-delà de ce montant est assujettie aux cotisations sociales applicables aux revenus d'activité**. Cette mesure est applicable aux indemnités relatives aux périodes d'activité à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020.

# Activité partielle des navigateurs suite à l'épidémie de Covid-19

## VALIDATION GRATUITE DES PERIODES D'ACTIVITE PARTIELLE **NON COTISEES** POUR 2020

Lorsqu'elles ne sont pas soumises à cotisations, les périodes d'activité partielle ne peuvent être validées à titre onéreux dans la carrière. Aussi, les **périodes d'activité partielle qui n'ont pas donné lieu à cotisations** viennent réduire le nombre de jours CRPN que l'employeur doit renseigner dans ses déclarations sociales (DSN, DADS, fichiers annuels).

En pratique, le nombre de jours à déclarer doit être égal à la **différence entre 30 et le nombre de jours d'activité partielle du mois n'ayant pas donné lieu à cotisations**, avec un minimum de 1 jour déclaré, **sauf si le mois complet est couvert par de l'activité partielle sans cotisations**, auquel cas le mois doit être déclaré avec 0 jour CRPN (cf. notice sur le décompte des jours).

Exemples :

- Un mois avec 10 jours d'activité partielle dont l'indemnité n'est pas soumise à cotisations devra emporter le déclaratif de 20 jours CRPN (ces jours pouvant correspondre à de l'activité réelle, des congés payés, des repos associés, etc., et sous réserve d'autres suspensions de contrat dans le mois devant réduire encore d'autant le nombre de jours CRPN à déclarer)
- Un mois entièrement sous activité partielle non cotisée devra être déclaré à 0 jour CRPN

Afin de ne pas léser les navigateurs dans leurs droits à retraite, le Conseil d'administration de la CRPN a adopté une **décision exceptionnelle** consistant à **assimiler ces périodes d'activité partielle non assujetties à cotisations aux périodes d'inactivité en temps alterné** et à leur appliquer les mêmes modalités de **validation gratuite a posteriori**. Cette évolution a été traduite dans le code de l'aviation civile par le **décret n°2020-1491 du 1<sup>er</sup> décembre 2020 (article 5)**, pour les périodes d'activité partielle courant du 1<sup>er</sup> mars 2020 au 31 décembre 2020.



Ainsi, les jours d'activité partielle **non cotisés 2020** seront pris en compte dans la durée de carrière permettant d'apprécier les conditions de liquidation au moment de la prise de retraite des navigateurs. **Les employeurs seront sollicités pour permettre l'identification des périodes d'activité partielle 2020**. De nouveaux textes sont attendus pour le traitement de l'activité partielle 2021.

**Dans le cas d'un assujettissement à cotisations durant la période d'activité partielle et ce pour les périodes à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020, les jours ne doivent pas être réduits et seront validés à titre onéreux** dans la carrière du navigateur, sur la base des déclarations réalisées par les employeurs.

Exemples :

- Un mois avec 10 jours d'activité partielle ayant donné lieu à cotisations sur la part excédentaire de l'indemnité complémentaire devra emporter le déclaratif de 30 jours CRPN (sous réserve d'autres suspensions de contrat dans le mois devant réduire d'autant le nombre de jours CRPN à déclarer)
- Un mois entièrement sous activité partielle ayant donné lieu à cotisations sur la part excédentaire de l'indemnité complémentaire devra être déclaré à 30 jours CRPN